

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

MAI 2018

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

passé selon une procédure adaptée, avec possibilité de négociation,
en vertu de l'article 27
du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Marché à tranches

ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE

ETUDES TECHNIQUES, JURIDIQUES ET FINANCIERES
POUR LA REALISATION D'UN RESEAU DE CHALEUR
ALIMENTE PAR UNE CHAUFFERIE BIOMASSE

QUARTIER DU MONTMARIN - VESOUL

SIED 70

20 avenue des rives du lac
70000 VAIVRE-ET-MONTOILLE



SOMMAIRE

1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU MARCHE	3
2 – DEBUT ET FIN DE CHAQUE TRANCHE	12
3 – MODALITES D’AFFERMISSEMENT DES TRANCHES OPTIONNELLES	13
4 – DUREE DU MARCHE	13
5 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	13
6 – SOUS-TRAITANCE	13
7 – PRIX ET REGLEMENT.....	13
8 – GARANTIE FINANCIERE ET AVANCE.....	16
9 - RECEPTION.....	16
10 – PENALITES DE RETARD	16
11 - ASSURANCES.....	16
12 – DROITS DE LA PERSONNE PUBLIQUE	17
13 – PROPRIETE DES DONNEES.....	17
14 - RESILIATION	17
15 – REGLEMENT DES LITIGES.....	17
16 - CESSION	17

1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU MARCHÉ

1.1. CONTEXTE ET PRESENTATION DE L'OPERATION

Suite à la réalisation d'une étude de faisabilité en 2016 par l'Office public Habitat 70 et après transfert de la compétence "réseau de chaleur" de la Ville de Vesoul au SIED 70 en avril 2017, le Syndicat, devenu maître d'ouvrage, souhaite étudier la possibilité de réaliser un réseau de chaleur alimenté par une chaufferie biomasse dans le quartier du Montmarin à Vesoul pour répondre aux besoins de chaleur de 900 logements d'Habitat 70 et d'une quinzaine de bâtiments publics appartenant au Conseil régional de Bourgogne/Franche-Comté, au Conseil départemental de la Haute-Saône, à la Ville de Vesoul, à l'ADAPEI et à l'IME.

La possibilité d'étendre le périmètre du réseau de chaleur sera étudiée.

Les caractéristiques principales, issues de l'étude de faisabilité, de la chaufferie et de son réseau de chaleur sont résumés ci-dessous. L'étude de faisabilité et ses compléments font partis des annexes du présent cahier des charges.

- **Puissance totale des chaudières bois 3 600 kW**
- **Puissance totales des chaudières gaz de ville 10 000 kW**
- **Taux de couverture bois 82%**
- **Longueur du réseau de chaleur 3 500 ml**
- **Puissance des sous-stations 11 730 kW**
- **Besoins utiles annuels (chauffage + ECS) 18 500 MWh**

Dans le cadre de l'exploitation du Service Public de distribution de chaleur, le SIED 70 s'oriente vers un mode de gestion en régie externalisée.

1.2. OBJET DU MARCHÉ

La mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage, objet du présent marché, consiste à accompagner le SIED 70 dans l'étude et la réalisation d'un réseau de chaleur alimenté par une chaufferie bois dans le quartier du Montmarin à Vesoul, en fonction des objectifs du maître d'ouvrage. Cette assistance portera sur les volets techniques, juridiques, financiers. La mission consistera également à assister le SIED 70 dans sa communication et l'animation faites auprès des futurs abonnés et usagers du réseau de chaleur ainsi que des organismes et personnes extérieures.

1.3. CONDITIONS DU MARCHÉ ET PROCEDURE DE CONSULTATION

Le présent marché est un marché de prestations intellectuelles, passé selon une procédure adaptée avec possibilité de négociation, en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le SIED 70 se réserve la possibilité :

- d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation,
- de déclarer infructueuse la consultation s'il n'a pas obtenu d'offres ou si aucune des offres reçues ne lui paraît acceptable,
- de ne pas donner suite à la consultation,

sans que sa responsabilité ne puisse être engagée.

Le présent marché fait l'objet d'un fractionnement en tranches au sens de l'article 77 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Il comporte une tranche ferme et deux tranches optionnelles désignées ci-après :

1.4. DETAIL DE LA MISSION

L'ensemble des documents rédigés par le Titulaire du présent marché devra être adapté au contexte spécifique de cette opération.

Le présent marché est décomposé comme suit :

- **Tranche ferme :** de la reprise des données de l'étude de faisabilité pour l'établissement du programme (vérification et actualisation des données techniques et financières, révision du périmètre du réseau de chaleur, implantation de la chaufferie, production d'ECS estivale...) jusqu'au pré-engagement des futurs abonnés,
- **Tranche optionnelle n°1 :** de l'assistance pour la consultation et le choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre travaux jusqu'à l'engagement des abonnés,
- **Tranche optionnelle n°2 :** de l'assistance pour la consultation et le choix des entreprises de travaux, jusqu'à la fin de la deuxième année de fonctionnement ou au versement des soldes des aides publiques obtenues, en fonction de la date finale de la plus tardive.

1.4.1 Tranche ferme : de la reprise des données de l'étude de faisabilité pour l'établissement du programme jusqu'au pré-engagement des abonnés.

Le Titulaire présentera au minimum un document pour chacun des points de la tranche ferme.

1) Reprise de l'étude de faisabilité et établissement du programme

Le Titulaire devra vérifier les points clés énoncés dans l'étude de faisabilité réalisée en 2016, en s'appuyant sur le "guide de création d'un réseau de chaleur" ADEME/AMORCE 2017. Ces vérifications sont indispensables et pourront être complétées par des études complémentaires pour répondre aux spécificités du projet.

La mission du prestataire sera d'actualiser et valider :

- les données des besoins (périmètre du réseau de chaleur, consommations énergétiques des bâtiments raccordés, prise en compte ou préconisation d'actions de réduction des consommations actuelles, dimensionnement de l'installation, rendement thermique de l'installation, production de l'ECS...) ;
- le plan d'approvisionnement (disponibilité et pérennité de la ressource locale, nature et caractéristique du combustible, volume, fréquence et garanties des approvisionnements...) ;
- le choix des équipements (lieu d'implantation de la chaufferie, contraintes spatiales liées à l'approvisionnement, au stockage du combustible, contraintes sonores et fréquence des approvisionnements, choix de la technologie des chaudières bois et de l'appoint-secours en fonction de l'existant, présence de système de décendrage et de traitement des fumées, gestion des nuisances sonores de la chaufferie par rapport au voisinage, conformité aux réglementations en vigueur...) ;
- l'étude économique et financière (montant des investissements, coûts d'exploitation, coût global de la chaleur, plan de financement, temps de retour du projet...) ;
- les impacts environnementaux (tonnes de CO₂ évitées par an, conformité réglementaire par rapport aux rejets atmosphériques, valorisation des cendres...) ;
- le montage financier du projet (seuil de rentabilité, budget prévisionnel, planning des engagements et des recettes, analyse des risques financiers...)

Le prestataire devra définir les caractéristiques définitives du projet et élaborer les orientations du programme des travaux afin d'aider le maître d'ouvrage dans sa prise de décision finale quant à la réalisation de l'opération.

2) Choix du montage juridique

Dans le cadre de l'exploitation du Service Public de distribution de chaleur, le SIED 70 s'oriente vers un mode de gestion en régie externalisée.

Néanmoins, le prestataire devra conseiller le SIED 70 dans son choix final de montage juridique de l'opération. Il s'agira de définir les modalités juridiques et financières de mise en œuvre du programme des travaux, de l'exploitation technique des équipements et, pour le réseau de chaleur public, de la gestion du service.

L'assistant à la maîtrise d'ouvrage devra détailler les avantages et les inconvénients des montages en gestion directe ou délégué et déterminer avec le maître d'ouvrage les modalités du montage juridique :

- mode de gestion de la chaufferie (directe ou indirecte), réalisation des ouvrages et des équipements (gestion directe, affermage ou concession) ;
- exploitation de l'installation (détermination du contrat et des prestations en fourniture d'énergie, en entretien des installations et en renouvellement des équipements).

Dans le cas d'une gestion directe d'un réseau de chaleur, l'assistance à la maîtrise d'ouvrage se verra confier les missions suivantes :

- analyse et conseils sur la procédure de marché public à employer, adaptée au contexte de cette opération ;
- assistance à l'établissement du compte de résultats prévisionnel ;
- mise au point de la vente de chaleur (calcul du tarif prévisionnel de vente de la chaleur, mise au point du règlement de service et des polices d'abonnement).

Dans le cas d'une gestion indirecte en affermage, le prestataire devra pouvoir assurer des compétences techniques, économiques et juridiques pour le montage de la délégation de service public.

Dans le cadre de la mise en place d'une délégation de service public de type concession, le prestataire devra être en mesure d'effectuer les missions suivantes :

- constitution d'une commission de délégation de service public et création d'un comité consultatif d'usagers ;
- rédaction d'un cahier des charges technique (descriptif de l'existant, plan indicatif du réseau ...) ;
- élaboration des pièces contractuelles (contrat de concession, règlement de service, police d'abonnement ...) ;
- finalisation des pièces contractuelles après examen des modifications sollicitées par le futur délégataire ou par la collectivité.

3) Pré-engagement des futurs abonnés

Lorsque le choix du maître d'ouvrage sera pris quant à la réalisation du projet et son montage juridique, le prestataire devra être en mesure d'effectuer les missions suivantes :

- proposer un mode de calcul pour le tarif de vente de chaleur sous forme d'une tarification binôme R1 et R2 et d'établir une simulation du coût de chaleur pour chacun des bâtiments en comparaison à son coût de chauffage actuel,
- accompagner le SIED 70 dans sa communication auprès des futurs abonnés du réseau de chaleur pour la phase de pré-engagement,
- organiser et animer des réunions publiques pour présenter le projet aux riverains ainsi qu'aux personnes et organismes extérieures.

1.4.2 Tranche optionnelle n°1 : de l'assistance pour la consultation et le choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre jusqu'à l'engagement des abonnés

1) Choix de la maîtrise d'œuvre et des autres acteurs

Le prestataire devra définir les modalités des critères de choix afin de sélectionner une équipe de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des avant projets et la réalisation des travaux.

Afin de formaliser son action, il réalisera une mise au point du marché et rédigera un cahier des charges précisant les compétences attendues de la maîtrise d'œuvre. Ce cahier des charges devra répondre aux besoins spécifiques du projet et du SIED 70.

Le cahier des charges de la consultation comprendra :

- le dossier d'information qui précisera les exigences du maître d'ouvrage (spécifications architecturales, finitions techniques, objectifs à atteindre...), les contraintes non techniques (riverains, approvisionnement...), les contraintes réglementaires, techniques et environnementales liées à ce type d'équipement.
- la définition des indicateurs de suivi de la réalisation : critères de performance techniques et financiers, délais de travaux...
- le cadre de la proposition : décomposition de prix, annexes...

Le choix du maître d'œuvre se fera conjointement avec le maître d'ouvrage et tiendra compte des critères suivants :

- certification du maître d'œuvre ;
- expériences préalables dans le domaine de la réalisation de chaufferies ;
- recommandations de maîtres d'ouvrage ayant fait appel aux services des candidats.

Des critères complémentaires pourront être envisagés par le prestataire selon les particularités du projet et les besoins de la maîtrise d'ouvrage

En accord avec la maîtrise d'ouvrage et le maître d'ouvrage, le prestataire se chargera de la rédaction des dossiers de consultation (MAPA) et à l'examen des candidatures des autres acteurs concernés par le projet :

- le coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers ;
- le chargé de l'ordonnancement, du pilotage et de la coordination du chantier ;
- le contrôleur technique ;
- le coordinateur des travaux ;
- le coordinateur de système de sécurité incendie.

L'assistant à la maîtrise d'ouvrage aura également pour mission l'assistance à la gestion des marchés de la maîtrise d'œuvre et des autres prestataires intellectuels à travers :

- les vérifications des projets de décomptes périodiques ;
- l'établissement des décomptes périodiques ;
- la rédaction des avenants et des rapports de présentation des avenants.

2) Suivi des études de conception

Le prestataire assurera une mission de suivi auprès de la maîtrise d'œuvre lors de la réalisation des avant-projets sommaire et détaillé. Ce suivi comprend :

- l'animation de réunions de cadrage entre les différents acteurs ;

- le contrôle technique et financier des avant-projets ;
- la vérification de la cohérence des avant-projets avec l'étude de faisabilité et le besoin du maître d'ouvrage ;
- la production d'avis et de notes argumentés permettant le cadrage des avant-projets (APS, APD) et programme (PRO) ;
- l'assistance aux démarches administratives (permis de construire, concessionnaires réseaux, déclaration préalable...).
- le suivi du planning général et le respect des délais de conception ;
- la gestion documentaire (compte-rendu, synthèses) ;
- l'établissement des dossiers de demande de subvention auprès des différents financeurs publics possibles (ADEME, Région...) et le suivi des démarches administratives et financières envers de potentiels investisseurs (banques) ;

3) Engagement définitif des futurs abonnés

Le prestataire devra assister le maître d'ouvrage dans les missions suivantes :

- assurer la communication et l'animation auprès des futurs abonnés et usagers du réseau de chaleur ainsi qu'auprès des organismes et personnes extérieurs (riverains...) pour la présentation du projet dans ses différentes phases d'avancement ;
- accompagner le SIED 70 dans l'élaboration des polices d'abonnement et du règlement de service et dans sa négociation avec les futurs abonnés lors de la phase d'engagement. Le tarif de vente de la chaleur prévisionnel sera établi à partir des éléments issus des études de conception.

Le prestataire pourra s'appuyer sur le modèle-type de la FNCCR, « Règlement de service », à paraître en juin 2018.

1.4.3 Tranche optionnelle n°2 : de l'assistance pour la consultation et le choix des entreprises de travaux, jusqu'à la fin de la deuxième année de fonctionnement ou au versement des soldes des aides publiques.

1) Consultation et choix des entreprises de travaux

L'assistant à la maîtrise d'ouvrage sera chargé de la rédaction des pièces administratives de l'appel d'offres pour la consultation des entreprises (règlement de consultation, CCAP, avis d'appel d'offres...) en collaboration avec la maîtrise d'œuvre. Il validera le dossier de consultation des entreprises (DCE) établi par la maîtrise d'œuvre et l'accompagnera dans l'analyse des offres.

2) Suivi des travaux

Le prestataire assurera le contrôle de l'exécution des travaux. Il devra vérifier les missions suivantes :

- mettre en place un tableau de suivi des travaux afin d'assurer la conformité des travaux aux études précédentes et aux indicateurs définis dans le DCE ;
- assurer le suivi du planning général et le respect des délais de réalisation ;
- assurer la communication et animer les réunions entre les différents intervenants (maîtrise d'œuvre, sous-traitance ...) ;
- participation aux réunions de cadrage entre maîtrise d'ouvrage/ maîtrise d'œuvre ;
- assurer la gestion documentaire et comptable (compte-rendu, synthèses, avenants, décomptes...) ;
- rappeler les règles de sécurité et s'assurer de leur respect en lien avec le CSPS et le CSSI ;
- assurer le contrôle technique et le respect du budget prévisionnel ;

- assurer la communication et l'animation avec les différents intervenants du projet, les futurs abonnés du réseau de chaleur et les personnes et organismes extérieurs,

3) Réception des travaux et finalisation du projet

Le prestataire assistera à la réception de la chaufferie en appui du maître d'ouvrage, sa mission sera de s'assurer :

- de la conformité réglementaire de l'installation ;
- du suivi de la levée des réserves ;
- de l'établissement et transmission des Décompte Général et Définitif (DGD) des marchés de prestations intellectuelles ;
- de la vérification et transmission des DGD des marchés « travaux » ;
- de l'assistance à la gestion de la garantie de parfait achèvement ;
- du suivi de la production et de la conformité des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) ainsi que du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO).

L'assistant à la maîtrise d'ouvrage devra aussi garantir le bon déroulement de la réception de la chaufferie, il veillera notamment au respect des points suivants :

- espacement suffisant entre les organes des chaudières et ventilation de la chaufferie ;
- moyens de prévention incendie à disposition ;
- chaudières équipées de plaque signalétique en langue française conforme à la norme NF EN 303-5 ;
- conformité des conduits de cheminée et des conduits de raccordement chaudières/cheminées ;
- conformité de l'installation hydraulique (réseau primaire) et de l'installation électrique (conforme à la norme NFC 15-100).

Afin de garantir l'exhaustivité des contrôles, le prestataire pourra s'appuyer sur le Guide ADEME Poitou-Charentes, « Guide de réception des installations chaufferie bois à alimentation automatique ».

A l'issue de la finalisation du projet, le prestataire devra assister le SIED 70 dans les demandes de soldes aux co-financeurs, établir le rapport final à joindre aux demandes.

4) Préparation des pièces contractuelles

Afin d'anticiper la mise en route de la chaufferie, le prestataire devra aussi s'assurer de :

- la définition des structures d'exploitation et de maintenance ;
- l'établissement des dossiers de consultation pour l'entretien-maintenance et la fourniture des combustibles ;
- la passation des contrats et la mise en service du projet.

Ces documents devront permettre au SIED 70 de finaliser ses polices d'abonnement et d'établir, avec l'assistance du prestataire, un tarif de vente de la chaleur à partir des décomptes finaux des différents marchés, des aides et de l'emprunt obtenus.

Le prestataire devra, durant les deux années de suivi, accompagner le SIED 70 dans la bonne perception des factures et la gestion des plaintes et des éventuels retards de paiement, proposer un outil de suivi et de gestion. Le prestataire devra notamment animer les réunions publiques nécessaires à la présentation de l'installation, de son suivi et de ses bilans annuels.

5) Suivi du bon fonctionnement de l'installation

Le suivi de l'installation par l'assistant à la maîtrise d'ouvrage se divisera en deux missions distinctes.

La première consistera en un suivi régulier de la chaufferie durant les deux premières années de son fonctionnement. Cette mission aura pour but d'ajuster les réglages de la chaufferie et donc d'en optimiser le fonctionnement. Lors de cette mission, le prestataire aura pour objectifs de :

- s'assurer de la présence des documents nécessaires pour prouver ou affiner l'optimisation des chaudières ;
- contrôler chaque mois le bon fonctionnement de la chaufferie à travers le comptage ;
- faire intervenir le constructeur des chaudières ou tout autre acteur du projet, le cas échéant ;
- garantir à terme un fonctionnement optimal de la chaufferie en vérifiant les points suivants :
 - utilisation des chaudières à puissance nominale ;
 - fonctionnement des chaudières à la puissance minimale (stipulée dans le contrat) ;
 - fonctionnement des chaudières d'appoints en cas de nécessité ;
 - fonctionnement de la régulation de la charge d'accumulateur selon les indications prévues ;
 - conformité des températures d'entrée et de sortie des chaudières ;
 - conformité du rendement des chaudières et du réseau de chaleur le cas échéant ;
 - conformité des rejets atmosphériques (notamment NOx et poussières) ;
 - conformité du bois livré à la chaufferie.

A l'échéance des deux années de suivi, le prestataire devra fournir au SIED 70 un tableau de bord de suivi avec indicateurs de performance afin que celui-ci puisse poursuivre cette tâche et garantir un fonctionnement optimal de son installation.

La deuxième mission de l'assistant à la maîtrise d'ouvrage sera de surveiller le fonctionnement de la chaufferie pendant une durée de deux ans. Il devra pouvoir analyser les données fournies par l'exploitant, conseiller le maître d'ouvrage et faire un retour auprès de l'ADEME le cas échéant. Les documents suivants devront être demandés à l'exploitant par le prestataire pour analyse :

- rapports d'exploitation annuelle de la chaufferie ;
- rapports d'incidents survenus sur la chaufferie.

Ce deuxième document devra être fourni rapidement par l'exploitant afin de garantir la rapidité d'une éventuelle intervention du prestataire.

1.5 – DEROULEMENT DE LA MISSION – METHODOLOGIE

1.5.1. Intervenants

Le déroulement de la mission nécessitera une totale collaboration entre les différents intervenants.

Le suivi de la mission sera assuré par un comité de pilotage animé par le maître d'ouvrage, associant des représentants des organismes publics et d'autres partenaires éventuels, notamment les représentants des bâtiments raccordés.

Le bureau d'études devra désigner un chef de projet qui sera l'interlocuteur unique auprès du maître d'ouvrage et du comité de pilotage pendant toute la durée de la mission.

1) Maître d'ouvrage

SIED 70

20 avenue des rives du lac
70000 VAIVRE-ET-MONTOILLE
Tél. : 03 84 77 00 00
Email : contact@sied70.fr



Président : **Jacques ABRY**

Contact : **Mme Céline CHAPELLE**

Tél. : 03.84.77.00.04

Email : c.chapelle@sied70.fr

Chargée de mission EnR

2) Organismes publics partenaires

ADEME Bourgogne Franche-Comté

Siège Régional

44 rue de Belfort

25000 BESANÇON

Contact : **M. Louison RISS**

Tél. : 03.81.25.50.14

Email : louison.riss@ademe.fr

Conseil régional Bourgogne Franche-Comté

Direction de la Transition Energétique

4 square Castan – CS 51857

25031 BESANÇON CEDEX

Contact : **M. André LAURENT**

Tel. 03 63 64 20 87

Email : andre.laurent@bourgognefranchecomte.fr

Direction de la Transition Energétique

Contact : **Mme Anne-Hélène BUNOD**

Tel. 03 63 64 20 98

Email : annehelene.bunod@bourgognefranchecomte.fr

Direction Europe et Rayonnement international



3) Abonnés potentiels

Habitat 70

Ville de Vesoul

Conseil régional Bourgogne Franche-Comté

Conseil départemental de Haute-Saône

IME

ADAPEI

Gendarmerie

1.5.2. Lieu d'exécution

- Siège du SIED 70 à Vaivre-et-Montoille (70) ;
- Site de réalisation de la chaufferie et du réseau de chaleur : Vesoul (70) ;

1.5.3. Réunions

Le Titulaire prévoira un nombre de réunions adapté à la mission.

Au minimum seront prévues :

- durant la **tranche ferme** :
 - une réunion de lancement et de présentation, avec recueil des documents nécessaires à la mission,
 - une visite sur site des installations existantes en chaufferie pour l'ensemble des bâtiments et une visite des sites pour l'implantation de la chaufferie bois,
 - une réunion de rendu intermédiaire et une réunion de restitution présentant les conclusions de la tranche ferme, à la suite de laquelle le SIED 70 se prononcera sur sa décision de poursuite du programme retenu et le mode de calcul des tarifs de vente de chaleur.
 - une réunion de présentation des pièces liées à la mise en place du montage juridique du projet,
 - la mise au point de la vente de chaleur (tarif prévisionnel),
 - les présentations du projet auprès des futurs usagers et riverains.
- la tranche **optionnelle n°1** comprendra autant de réunions que nécessaires pour :
 - le démarrage/cadrage de la mission,
 - le choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre et des autres acteurs,
 - les présentations des phases APS, APD et PRO,
 - la mise au point de la vente de chaleur (tarif prévisionnel de vente de la chaleur, mise au point du règlement de service et des polices d'abonnement),
 - les présentations du projet auprès des futurs usagers et riverains.
- la tranche **optionnelle n°2** comprendra autant de réunions que nécessaires pour :
 - le démarrage/cadrage de la mission,
 - le choix des entreprises de travaux,
 - les réunions de chantier et de réception de travaux,
 - le choix des entreprises en charge de l'exploitation et de l'approvisionnement des futures installations.
 - la mise au point du tarif définitif de vente de la chaleur et des pièces contractuelles,
 - les présentations des travaux, de mise en service et de suivi des installations auprès des futurs usagers et riverains.

1.5.4 Rédaction

1) Compte-rendus

Le prestataire assure un rôle de soutien auprès du maître d'ouvrage, il devra donc faire des comptes rendus de manière régulière auprès de ce dernier selon les modalités souhaitées par le maître d'ouvrage. L'assistant à la maîtrise d'ouvrage devra, par ailleurs, assurer la communication auprès des acteurs du projet ainsi que des personnes et organismes extérieurs le cas échéant.

Les compte-rendus des réunions seront rédigés par le Titulaire dans un délai maximum de 5 jours ouvrés et validés par le SIED 70 dans un délai de 3 jours ouvrés maximum après réception. Le Titulaire est ensuite chargé de la diffusion aux membres du comité de pilotage et aux éventuels autres destinataires (riverains, organismes extérieurs).

2) Documents

Les documents rédigés par le Titulaire seront validés par le SIED 70 avant diffusion.

Le Titulaire pourra faire toutes les propositions qu'il jugera opportunes.

Les critères de sélection pour les consultations ainsi que leur pondération seront proposés par le Titulaire.

Les documents demandés dans le présent CCP et rédigés au cours des différentes étapes seront envoyés au SIED 70 par e-mail pour étude et pré-validation une semaine avant chaque réunion, et la version définitive sera remise par e-mail (format Word) ainsi que sous forme papier en 1 exemplaire.

1.6 - OBJECTIFS RECHERCHES

Le SIED 70 demande que la mission soit exécutée dans un souci d'objectifs et de performances sur les plans techniques, économiques, environnementaux et juridiques.

L'assistant à la maîtrise d'ouvrage doit avoir un rôle privilégié auprès du maître d'ouvrage. Il doit pouvoir le seconder et apporter des compétences techniques que le maître d'ouvrage ne possède pas.

Dans son rôle de soutien, le prestataire doit :

- mettre en place les moyens humains nécessaires à la réalisation du projet ;
- prendre en compte les objectifs du maître d'ouvrage ;
- apporter les conseils techniques spécifiques au projet ;
- d'assurer la qualité du projet à travers une vision globale du projet et en coordination avec les différents acteurs du projet ;
- organiser et animer les différentes étapes du projet avec les différents acteurs ;
- assister le maître d'ouvrage dans sa prise de décision ;
- identifier les tâches critiques et les points de passage déterminants ;
- réaliser et suivre le planning prévisionnel du projet.

Les objectifs de la mission doivent tenir compte des impératifs suivants :

- de maintenir le coût de la chaleur à un niveau permettant son utilisation par des foyers modestes, assurer sa stabilité, optimiser la facturation pour les usagers (lisibilité, mensualisation...) ;
- de garantir des performances techniques (et notamment énergétiques, y compris pendant l'été) des installations (chaufferie + réseau + sous-stations) ;
- de respecter les normes et réglementations ;
- d'assurer la performance environnementale et la sécurité du site ;
- de prévoir l'adéquation des actions mises en œuvre avec le régime ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement – rubrique 2910 : installations de combustion) ;
- d'assurer la qualité du service auprès des usagers (continuité de service), critère primordial pour la satisfaction des usagers et nécessaire pour la pérennisation du réseau de chaleur ;
- d'assurer le développement du réseau et sa compétitivité face aux autres énergies ;
- de proposer des solutions techniques innovantes permettant des économies d'énergie.

2 – DEBUT ET FIN DE CHAQUE TRANCHE

La mission débutera par la tranche ferme, dès la réception de la notification du présent marché par le SIED 70 au Titulaire du présent marché.

La tranche ferme se termine par la remise des documents demandés au paragraphe 1.4.1, et par la validation par le SIED 70 du mode de gestion et du montage juridique adapté à l'opération et la signature des pré-engagements par les futurs abonnés au réseau de chaleur.

La tranche optionnelle 1 se termine par la signature des engagements par les futurs abonnés au réseau de chaleur.

La tranche optionnelle 2 se termine à la fin de la deuxième année de fonctionnement des installations ou aux versements des soldes des aides financières obtenues en fonction de la date finale de la plus tardive.

3 – MODALITES D’AFFERMISSEMENT DES TRANCHES OPTIONNELLES

Le Titulaire sera informé de l’affermissement des tranches optionnelles retenues par le SIED 70, par un courrier envoyé en recommandé avec accusé de réception, dans un délai **maximum de 6 mois** suivant la fin de la tranche précédente.

Le SIED 70 se réserve la possibilité de ne pas affermir les tranches optionnelles, si à l’issue de la tranche précédente, il décide de ne pas donner suite à l’opération.

Aucune indemnité ne sera attribuée par le SIED 70 pour compenser l’absence d’affermissement de tranche optionnelle.

Aucune indemnité d’attente n’est également prévue en cas de retard dans l’affermissement.

4 – DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu pour la durée de l’opération y compris les suivis techniques et financiers des deux premières années de fonctionnement de la chaufferie et du réseau de chaleur, soit une durée prévisionnelle de 5 ans.

Le planning prévisionnel, pour chacune des tranches, est à renseigner dans l’Acte d’Engagement par le candidat.

5 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l’acte d’engagement (AE) et ses annexes ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes ;
- le mémoire technique remis par le candidat ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l’arrêté du 16 septembre 2009 (JO du 16 octobre 2009).

6 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 €TTC.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par le maître de l’ouvrage. L’acceptation de l’agrément d’un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies au décret du 25 mars 2016 relatif au code des marchés publics.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l’entreprise titulaire du marché.

7 – PRIX ET REGLEMENT

7.1 - FORME DES PRIX

Le détail des prix, pour chacune des tranches, est à renseigner dans l’Acte d’Engagement par le candidat.

- **Tranche ferme :** de la reprise des données de l’étude de faisabilité pour l’établissement du programme jusqu’au pré-engagement des futurs abonnés,

- **Tranche optionnelle n°1** : de l'assistance pour la consultation et le choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre travaux jusqu'à l'engagement des abonnés,
- **Tranche optionnelle n°2** : de l'assistance pour la consultation et le choix des entreprises de travaux, jusqu'à la fin de la deuxième année de fonctionnement ou au versement des soldes des aides publiques obtenues.

7.2 - CONTENU DES PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales ainsi que toutes les sujétions liées à l'exécution des prestations relatives au présent marché (frais de déplacement, hébergement, repas, achat de matériel et de fournitures...).

Les acomptes sont versés au fur et à mesure de l'avancement de la mission, conformément à l'article 114 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Le titulaire sera payé :

Tranche ferme :

- Reprise de l'étude de faisabilité et établissement du programme
 - 40 % après la réunion de présentation intermédiaire,
 - 60% après la réunion de présentation finale,
- Choix du montage juridique
 - 100 % à la remise du rapport relatif aux modes de gestion,
- Pré-engagement des futurs abonnés
 - 60 % à la remise des documents relatifs à la vente de chaleur (tarif, comparaison à la référence...),
 - 40 % après la mise au point des engagements des futurs abonnés du réseau de chaleur.

Tranche optionnelle n°1 :

- Choix de la maîtrise d'œuvre
 - 50 % à la remise des documents nécessaires à la consultation,
 - 30 % à la remise du rapport d'analyse des offres,
 - 20 % après la notification du marché de maîtrise d'œuvre,
- Suivi des études de conception
 - 100 % à la finalisation des études,
- Engagement définitif des futurs abonnés
 - 60 % à la remise des documents relatifs à la vente de chaleur (règlement de service, polices d'abonnement).
 - 40 % après la mise au point des engagements des futurs abonnés du réseau de chaleur.

Tranche optionnelle n°2 :

- Choix des entreprises de travaux
 - 50 % du montant de cette tranche, à la remise des documents nécessaires à la consultation,
 - 30 % à la remise du rapport d'analyse des offres,
 - 20 % après la notification du marché de travaux,
- Suivi des travaux
 - 95 % par acomptes successifs par rapport à l'avancement du chantier,
 - 5 % après le paiement des décomptes généraux définitifs,
- Réception des travaux et finalisation du projet
 - 60 % après la réception des travaux,
 - 20 % à la levée des réserves,
 - 20 % à la remise des ouvrages exécutés,
- Préparation des pièces contractuelles
 - 60 % à la remise des documents nécessaires à la consultation,
 - 20 % à la remise du rapport d'analyse des offres,
 - 20 % après la notification des marchés d'exploitation et d'approvisionnement,

- Suivi du bon fonctionnement de l'installation
 - 60 % par acomptes successifs trimestriels durant les deux années de suivi,
 - 10 % à la remise du tableau de bord de suivi et d'indicateurs de performance.
 - 10 % à la remise du rapport d'analyse de la 1^{re} année de fonctionnement,
 - 10 % à la remise du rapport d'analyse de la 2^e année de fonctionnement,
 - 10 % après le versement des soldes des aides financières obtenues.

Le paiement des avances, acomptes et soldes sera effectué par mandat administratif sur présentation d'une demande de paiement originale et d'un duplicata conformément à l'article 11.4 du CCAG-PI. Le SIED 70 se libèrera des sommes dues par virement bancaire sur le compte du titulaire ou du mandataire du groupement, indiqué dans l'acte d'engagement.

Le délai de mandatement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours (sauf modification réglementaire à venir), à compter de la date de réception de la demande de paiement par le SIED 70.

Le dépassement du délai maximal entraîne, sans mise en demeure préalable, l'application d'intérêts moratoires au taux d'intérêt légal national en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

7.3 - VARIATION DES PRIX

La **tranche ferme** est à prix ferme et actualisable uniquement si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution de sa prestation.

La **tranche optionnelle 1** est à prix actualisable et non révisable.

La **tranche optionnelle 2** est à prix actualisable et révisable annuellement à la date anniversaire d'affermissement de la tranche.

L'actualisation des tranches optionnelles est effectuée, à la date d'affermissement de la tranche.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur du mois auquel le candidat a fixé son prix dans l'acte d'engagement. Ce mois est appelé « Mois zéro - M_0 ».

L'index de référence (I), publié par l'INSEE, est l'index ING : Ingénierie.

Dernière valeur connue : $I = 112,1$, décembre 2017.

L'actualisation est effectuée par l'application d'un coefficient (A) donné par la formule de variation suivante :

$$A = I_{M-3}/I_0$$

Dans laquelle I_0 et I_{M-3} sont les valeurs prises par l'index de référence (I) respectivement au Mois zéro et à sa valeur à la date antérieure de trois mois de la date d'actualisation.

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

Le coefficient (A) est appliqué au prix global forfaitaire de la tranche.

La révision est effectuée par application au prix de la tranche d'un coefficient (R), donné par la formule :

$$R = 0,15 + 0,85 (I_M/I_0)$$

Dans laquelle I_0 et I_M sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au Mois zéro et à sa dernière valeur connue au moment de la révision.

Le coefficient de révision sera arrondi au millième supérieur.

Le montant de cette révision sera réglé au prorata du montant réalisé des prestations de la tranche.

En cas de passation d'un avenant, la clause de révision ci-dessus s'appliquera lorsqu'un délai de trois mois se sera écoulé entre la date de début d'exécution des prestations de l'avenant et la date de signature de l'avenant par le titulaire du marché, sauf clause contraire prévue par l'avenant lui-même.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

8 – GARANTIE FINANCIERE ET AVANCE

8.1 – GARANTIE FINANCIERE

Aucune retenue de garantie ne sera prélevée.

8.2 – AVANCE

Une avance est accordée au titulaire d'un marché public lorsque le montant initial de la tranche ferme ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial de la tranche ferme, toutes taxes comprises, ou de la tranche affermie si sa durée est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial de la tranche affermie divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance forfaitaire ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification de la tranche.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire, au titre de la tranche ferme ou de la tranche affermie, atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées. Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

9 - RECEPTION

L'achèvement de chacune des tranches fera l'objet d'un document soumis par le Titulaire au Maître d'Ouvrage, faisant état de la décision de réception par le Maître d'Ouvrage et constatant que le Titulaire a rempli toutes ses obligations.

Chaque tranche fait l'objet d'une décision de réception distincte.

10 – PENALITES DE RETARD

En cas de retard dans l'exécution des prestations, les stipulations du CCAG-Prestations Intellectuelles s'appliquent.

11 - ASSURANCES

Le titulaire doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution de ses prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une

assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à raison des dommages de toute nature causés au tiers, y compris au SIED 70. Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée du contrat.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses cotraitants et sous-traitants la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus.

Il s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités et à fournir les attestations au SIED 70.

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit produire une attestation d'assurance en cours de validité, indiquant la nature, le montant, la durée et les conditions d'application des garanties précitées.

12 – DROITS DE LA PERSONNE PUBLIQUE

L'option A du chapitre V du CCAG-PI sera applicable à ce marché.

13 – PROPRIETE DES DONNEES

Le prestataire n'est pas propriétaire des données mises à sa disposition par les collectivités ou autres propriétaires des bâtiments. Il ne pourra en aucun cas les utiliser à des fins professionnelles ou commerciales sans l'accord préalable des propriétaires.

Ces informations seront par ailleurs transmises aux différents partenaires et financeurs, à savoir, le Conseil Départemental de la Haute-Saône, l'ADEME, la Région Bourgogne Franche-Comté et le FEDER.

14 - RESILIATION

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 29 à 36 inclus du CCAG - Prestations Intellectuelles.

15 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

En cas de différend concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour parvenir à un règlement amiable.

Si toutefois elles ne peuvent parvenir à un accord, le différend sera soumis au Tribunal Administratif de Besançon, seul compétent pour connaître du litige.

16 - CESSION

Le présent marché ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, par le titulaire, sauf accord écrit et préalable du SIED 70.

Pour le prestataire,

Fait à :

le :

Le Responsable,

(signature et cachet + paraphe sur chaque page)

Pour le maître d'ouvrage,

Fait à VAIVRE-ET-MONTOILLE,

le

Le Président du SIED 70, M. Jacques ABRY

(signature et cachet)